

CUPE·SCFP

**Réunion du Conseil exécutif national
Les 21 et 22 septembre 2011**

Résolution du Conseil exécutif national du SCFP RÉDUCTIONS DANS LE SECTEUR PUBLIC FÉDÉRAL

LE SCFP NATIONAL DOIT :

- Lutter contre les programmes d'austérité qui sabrent dans les services et réduisent les dépenses du secteur public fédéral;
- S'opposer à tout projet de réduction des paiements de transfert fédéraux prévus dans les plans de réduction du déficit du gouvernement fédéral;
- Collaborer avec le mouvement syndical canadien pour s'opposer aux réductions proposées dans le secteur public fédéral;
- Signer et promouvoir partout au SCFP la pétition en ligne de l'Alliance de la fonction publique du Canada adressée au président du Conseil du Trésor et demandant au gouvernement de renoncer à baisser les impôts, de préserver et de bonifier les services publics fédéraux et d'annuler les baisses d'impôts des sociétés;
- Collaborer avec l'opposition officielle afin d'exiger un investissement accru dans les services publics et de lutter contre la réduction des dépenses dans le secteur public;
- Continuer à profiter de tous les forums disponibles, comme les réunions des membres du CSFP et les médias (y compris les médias sociaux), pour attirer l'attention sur cet enjeu et lutter pour l'augmentation des investissements publics.

PARCE QUE :

- La reprise économique et la croissance des emplois au Canada stagnent depuis quelques mois, en partie à cause de la baisse graduelle des dépenses de relance fédérales et provinciales;
- Le gouvernement fédéral conservateur compte utiliser sa majorité pour promouvoir la réduction du déficit et des mesures d'austérité dans le secteur public au cours de la présente session parlementaire;
- Les mesures d'austérité et les compressions imposées aux services publics mèneront à des pertes d'emplois et à la diminution de la qualité de vie, en particulier de celles des membres les plus vulnérables de la société;
- L'investissement dans les services publics stimule beaucoup plus l'économie et crée plus d'emplois que les baisses d'impôts.